

Convention Nationale - Section CGO

Comparaison entre les débats des 17 et 24 février 2010 et le texte proposé de Convention Nationale

SOCIETE DE CONSOMMATION (intro ; 1-intro) :

Le capitalisme génère une croissance qui crée des inégalités et génère un gros gâchis, et des dégâts au niveau de l'écologie.

Les objets de consommation durent de moins en moins longtemps pour faire tourner la machine de production.

Les produits ont perdu un peu de leur valeur utilitariste (on achète parce qu'on en a besoin), pour une valeur de marque (pour ne pas être ringard).

Il faut différencier les objets utiles (ex : les machines à laver qui ont libéré la femme) et les gadgets (ex : jeux vidéo) dont on se sert pour fabriquer la croissance et la consommation.

C'est un problème sociologique : on crée des références qui poussent à la consommation. La seule réponse est culturelle : il faut changer l'idée du "plus" : plus travailler pour plus gagner pour plus consommer.

L'économie a commencé à diminuer à partir de la moitié des années 70 car tout le monde a été équipé (électroménager...).

INDUSTRIE, ENTREPRISE, DROIT DU TRAVAIL

Industrie (1-A) : Il y a besoin d'une industrie pour une économie, qui ne doit pas se baser uniquement sur les services.

Il y a besoin d'une industrie plus locale (on fabrique les chaussures à l'étranger. Il n'y a plus d'artisanat de proximité (cordonnier...).

Proposition : Il faut faire payer l'énergie beaucoup plus pour augmenter le coût de l'importation et favoriser la relocalisation (à relier à 2-C).

Entreprise (2-A) :

Il y a un problème dans l'entreprise avec le règne des managers. La direction n'écoute pas les ouvriers.

Proposition : Il faut prendre en compte l'organisation de la productivité et la masse salariale (nombre de salariés, salaires), et différencier les aides suivant la productivité de chaque poste.

Droit au travail européen :

Proposition : Il faut imposer au niveau européen le droit du travail (uniformiser par le haut) :

- **SMIG différentiel ;**
- **Protection sociale**

SERVICES (3-B) :

Les gens ont du mal à apprécier les acquis (services publics, hygiène et santé, infrastructures...). Il faut faire le lien entre les services et les cotisations (contre-ex : le système de santé anglais). Et montrer qu'un bon service réclame une contribution de chacun.

Les Etats veulent faire des économies (fonctionnaires), ce qui génère des problèmes dans le domaine de la santé, une augmentation de l'insécurité (diminution de moitié du personnel surveillant dans les lycées, suppression de la police de proximité).

Proposition : Il faut refaire une politique de nouveaux emplois (dont des emplois-jeunes) : encadrement / pions, éducateurs... Il y a là un vivier d'emplois potentiels.

Les concours de la fonction publique donnaient des emplois aux jeunes défavorisés (moins de discrimination).

REDISTRIBUTION ET FISCALITE :

Chômage, sécurité sociale (3A) :

Il faut sortir de la logique que ce soit les forces de travail qui participent à la retraite, au chômage, sécurité sociale...

Proposition : Il faut imposer les transactions financières pour qu'elles contribuent elles-aussi (à rajouter en 3A, comme le patrimoine), d'autant que la part des salaires dans le PIB français a diminué de 11% en quelques décennies, au profit du financier -> cette modification très sensible crée un déséquilibre dans les comptes sociaux.

Flexécurité danoise : avec quatre ans de chômage rémunéré assurés, on peut suivre une longue formation. Et le régime est très égalitaire (**un seul organisme**).

Problème français : beaucoup d'organismes de chômage, ce qui amène à des corporatismes.

Problème du RSA : 15 à 20% des personnes de la population active risquent de se retrouver sur la touche. Le RSA leur donne un minimum de revenus pour leur permettre de consommer, mais pas de se former, et donc les maintient dans leur condition.

Fiscalité (3A) :

La France travaille la moitié de l'année pour payer la dette : il faut donc une meilleure politique fiscale, en supprimant le bouclier, et réhabilitant l'impôt direct. Il faut réformer la TVA et la rendre plus juste (et qu'elle ne profite pas seulement aux restaurateurs).

Il est faux de dire que la pression fiscale crée la fuite des capitaux et empêche l'investissement. La France est un pays où on investit beaucoup. Les cadres qui peuvent venir s'installer en France prennent aussi en compte la qualité des services (sécurité sociale, hôpitaux...).

Fiscalité des entreprises :

On a donné de l'argent aux restaurateurs qui n'a amené ni embauches ni baisses des prix. Et même une baisse des prix aurait bénéficié aux clients des restaurants, qui ne sont pas les plus nécessiteux. Cet argent aurait pu être mieux utilisé. Un intervenant a parlé de manoeuvre poujadiste. Il faudrait attaquer juridiquement cette opération comme moyen de corruption, car les restaurateurs ont reçu, avec la lettre, un formulaire pour adhérer à l'UMP.

Proposition : il faut conditionner les aides à l'embauche, à la réduction du temps de travail, à l'amélioration des conditions de travail.

Le dumping fiscal génère des délocalisations, et vide les caisses des pays, qui ne peuvent pas financer les infrastructures, l'éducation, et rester solides face à l'avenir -> les Etats (ex : Irlande) deviennent beaucoup plus sujets à la crise.

Proposition : pour lutter contre le dumping fiscal, il faut niveller par le haut la fiscalité en créant un impôt européen de 15% sur les bénéficiaires, ce qui amènerait en moyenne de taux à 40%, analogue à celui des Etats-Unis (mis en place par Roosevelt pour éviter que se reproduise la crise de 29).

Fiscalité des particuliers :

Pour que l'impôt concerne tout le monde, il faut que tout le monde le paye, même les personnes ne recevant que les minimums sociaux, quitte à rehausser ces minimums sociaux pour égaliser exactement la part (très faible) allant aux impôts.

Il faut réhabiliter l'impôt et le contribuable, y compris au niveau du vocabulaire. Car impôt signifie une contrainte, alors qu'il s'agit d'une contribution à la nation. Il faut replacer le contribuable (qui participe par sa contribution financière) au même titre que le citoyen (qui participe par le vote) et l'actif (qui participe par son travail). **Il y a un plaisir à payer ses impôts**, parce que tout d'abord, cela veut dire qu'on gagne assez pour les payer, et que d'autre part, on se sent contribuer au bien de son pays.

Proposition : Il faut utiliser le rabot fiscal (supprimer le bouclier fiscal), comme Roosevelt l'a fait pour répondre à la crise de 29, allant jusqu'à taxer 90%. Cela prouve que quand il y a le besoin et quand on a le courage, une telle politique fiscale est possible.

FORMATION, EDUCATION, ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL (2-A) :

Il faut repenser la formation professionnelle. La formation est en danger : Sarkozy, au 1er tour des élections présidentielles, a parlé d'utiliser les 30 milliards de la formation professionnelle -> l'argent devient dirigé par l'Etat, ce qui va à l'encontre du paritarisme. Condorcet condamnait l'approche utilitariste du travail et de l'apprentissage, qui se retrouve dans la conception de l'apprentissage de la droite, qui restreint la formation à une discipline sans passerelle, et selon la volonté de l'employeur.

Education : carte scolaire, 4 jours... (autre convention)

Enseignement professionnel :

En France : le travail manuel est très mal considéré. L'échec scolaire est devenu très mal vu -> il n'y a plus de métiers non qualifiés.

La filière professionnelle est aujourd'hui une formation par défaut : il faut donc :

- une reconnaissance des diplômes de l'enseignement professionnel ; il faut réserver un certain nombre d'emplois aux diplômés

- des passerelles (une autre préfère le terme de ponts) entre les enseignements professionnel et général

- ne plus parler d'enseignement professionnel mais d'enseignement technique

Exemple de l'Ecole Boulle qui liait l'artisanat, l'art et un enseignement littéraire

Pour l'artisanat et le commerce (boulangerie...) : la formation doit contenir une part de gestion.

Il y a un déséquilibre dans la formation professionnelle : la valorisation du BTS se fait au dépens du CAP -> la politique de formation doit préconiser l'accompagnement des personnes les plus en difficultés

L'Allemagne a un gros point fort avec l'enseignement professionnel pour l'industrie (PME, PMI), un gros système d'apprentissage, plus de facilité d'avoir une promotion pour le jeune qui débute dans l'industrie. Mais attention, rappelle un intervenant : l'Allemagne est un pays d'exportation.

Formation tout au long de la vie :

L'importance de la formation et l'éducation tout au long de la vie figurait déjà dans les écrits de Jaurès. Il faut mettre en lumière toutes les formations tout au long de la vie.

Formation : **il y a un gros manque de formation en entreprise**, car actuellement, les formations concernent déjà les plus qualifiés. **Problème du DIF** : les entreprises qui ont leur propre centre de formation (et donc dont la formation des employés coûte peu) incitent les employés à utiliser leur DIF pour les formations qu'elles leur imposent. On peut refuser dans le droit, mais devient alors très mal vu, ce qui compromet une promotion ou une augmentation -> il faut permettre à l'employé d'avoir dans les faits le choix sur au moins deux-tiers de ses heures de formations.

On devrait pouvoir quitter un emploi pour exercer une autre activité (humanitaire, poste d'élu local) et le retrouver ensuite. Ces expériences sont aussi une forme de formation.

Proposition : La Loi de janvier 2009 sur la formation doit être amendée pour être conforme à l'ANI (Accord National Interbranches) :

- plus reconnaissante des partenaires sociaux

- bénéfice au salarié

Proposition : Toute négociation sur l'enseignement professionnel doit être faite en présence d'un syndicat même quand il n'y a pas de syndicat dans l'entreprise, où un syndicat peut être invité (comme c'est le cas dans la loi Allemande).

Proposition : Il faudrait instaurer un système de gain de 3 heures de formation obligatoire par semaine (heures qui peuvent être retenues sur un compte jusqu'à leur utilisation), une au choix de l'employeur et deux au choix de l'employé, pour que celui-ci puisse se former même si l'employeur est réticent. On peut relier cette formation à la réduction du temps de travail

PLEIN EMPLOI, REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL (absent) :

Il n'y a pas de vrai plein emploi actuellement. Un plein emploi correspond à environ 5% de chômage (et le reste en temps plein).

Il y a une inégalité entre les personnes qui ne travaillent pas et d'autre qui travaillent beaucoup et ne passent pas assez de temps à la maison.

Il faut faire attention à la croissance par rapport à l'emploi : car les courbes montrent que la croissance favorise la productivité, et donc diminue le besoin d'emplois. La productivité a augmenté de façon très rapide dans les années 70-80 (grâce à l'informatique, robotique...), infiniment plus que lors des révolutions industrielles passées (fordisme, taylorisme...). Mais en même temps, les conditions de travail ont diminué, ainsi que les salaires (chute de 11% de la part des salaires dans le PIB), à cause du chômage de masse qui priver les salariés de moyens de négociation avec le patronnat. Partout, il y a contrainte sur les salaires. **La forte productivité et la forte demande de travail (chômage de masse) oblige à une réduction du temps de travail**

Mis à part l'hôpital, **la réorganisation pour les 35h s'est bien passée dans les entreprises, et celles-ci ne sont pas très enclines à y revenir.** Exemple de la boîte d'un intervenant du débat : suite au "travailler plus pour gagner plus", il est devenu normalement possible de ne pas prendre ses RTT contre un jour de paye en plus : la direction a préféré ne pas mettre en place ceci, et rester avec le système des RTT, car ça compliquait les choses -> ça ne marche pas. Et le danger d'une "augmentation" par l'échange de RTT est que cela gèle les salaires.

Un intervenant déplore que la deuxième loi sur les 35h n'a pas créé assez d'emplois car les aides n'étaient pas conditionnées à de l'embauche. Mais un autre explique que l'idée était que, pour les petites entreprises, la réduction du temps de travail appelait forcément de l'embauche, et qu'à ce moment-là, la conjoncture était moins bonne, et l'idée était que l'employé ait au moins les 35h.

IMMIGRATION (absent) :

Il y a beaucoup de sans-papiers employés dans des secteurs comme l'hôtellerie, la sécurité...

-> **Proposition : il faut régulariser tous les sans-papiers qui travaillent, et ce quel que soit le travail**, car les préfetures jouent sur l'inadéquation entre les études suivies et le travail effectué (immigration dite « choisie ») pour refuser les demandes. Or, **il n'existe aucunement en France un droit opposable (qui serait inapplicable) à travailler dans le domaine pour lequel on a été formé.** Dès lors, ça consiste à refuser aux sans-papiers une régularisation **sous le prétexte d'un critère qui ne concerne pas les autres.** Cela rejoint certains propos (ex : Nadine Morano et le verlan et la casquette à l'envers des Musulmans) ou autres critères de refus, où on exige de l'immigré, pour la régularisation ou la naturalisation, ce qu'on ne demande pas aux autres.

Un devoir doit appeler un droit : on oblige à apprendre le Français, mais on ne délivre pas de financement pour cette formation.

Il faut faire du vrai co-développement organisé par la société civile (ONG) et non par les Etats, et rattacher le co-développement au développement durable des pays d'émigration, car les dégâts écologiques sont facteurs de migration.

Vote aux élections locales, arrêt du pouvoir discrétionnaire dans les préfetures, création de sous-classes de Français... (autre convention)